



Universités & Territoires

n°138

09/04/2020

Sommaire

● **Page 3 :** Pour le climat, une nécessaire mobilisation
● **Page 6 :** Logements étudiants en containers à Berlin ● **Page 8 :** Campus-Gare : émergence d'un véritable campus à Roubaix
● **Page 10 :** La Semaine étudiante du développement durable se dématérialise !
● **Page 12 :** 3 questions à Nina Marchais, responsable communication au REFEDD en France ● **Page 14 :** Accompagner et soutenir les étudiants dans cette période de crise ● **Page 16 :** Dans le Nord, des ordinateurs livrés à domicile ! ● **Page 18 :** Le Buddy System : atout pour l'attractivité des étudiants internationaux ● **Page 20 :** Les Crous : pendant la crise, des personnels mobilisés
● **Page 22 :** Fage : Ouverture d'une deuxième AGORAé à Paris ● **Page 23 :** Quel est l'impact du Covid-19 sur les résidences pour étudiants ?

● **Pages 25 - 32**
Supplément :
Kaps - évaluation nationale

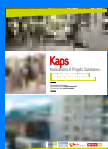


Photo Dennis Gilbert

éditorial

Toujours là !



Par Nicolas Delesque
Directeur de la rédaction

Nous avons souhaité, dans cette période de crise sanitaire, poursuivre la publication de notre

lettre. A la fois pour montrer que, malgré des conditions très désagréables, l'activité de notre pays peut et doit continuer, surtout afin de préparer l'avenir. Mais aussi pour valoriser l'action et l'engagement d'un certain nombre de partenaires, pour soutenir la vie quotidienne d'un certain nombre d'usagers, ou encore prolonger leurs actions militantes.

Qu'il s'agisse de poursuivre la vulgarisation sur les questions liées au

développement durable, l'accompagnement des enfants en difficulté scolaire, de renforcer celui des étudiants internationaux encore présents sur notre territoire, ou encore d'offrir toutes les aides possibles aux étudiants confinés les plus fragiles, nos partenaires, ceux de l'enseignement supérieur ont démontré leur réactivité et leur inventivité, pour faire face à cette crise inédite. Remercions-les.

Concernant l'activité d'*Universités & Territoires*, nous allons devoir reporter à une date ultérieure l'organisation de nos deuxièmes *RDV de la santé étudiante* (RDVSE), prévus ce 10 juin à l'Université Paris-Dauphine. Je souhaiterais en profiter pour souligner l'engagement là aussi d'un certain nombre des partenaires des premiers RDVSE - mutualistes, associatifs, organisations de filières de santé -, aux côtés des professionnels des services de santé et d'aide sociale étudiante.

Mais par-delà le temps de crise, il nous faut commencer à regarder l'avenir et

essayer de tirer quelques enseignements, forcément provisoires, de cet épisode inédit.

En premier lieu, l'enseignement à distance est maintenant bien réel. Il est inégal, ses modalités encore hétérogènes en fonction de l'établissement - pas très grave -, en fonction des filières et surtout en fonction des enseignants et de leurs compétences/appétences numériques - plus ennuyeux. Cette modalité d'enseignement, décrite et analysée depuis plusieurs années par de nombreux chercheurs, profite donc de cet épisode de confinement pour connaître une formidable accélération de sa diffusion et une concrétisation à grande échelle. Bien sûr, des tas de sujets restent à régler, dont celui de l'équipement des enseignants et des étudiants, mais il y a fort à parier que nous ne reviendrons pas en arrière, et que ce développement des cours à distance va interroger beaucoup notre organisation - y compris dans la conception même de nos locaux d'enseignement, des ser-

vices aux étudiants et des espaces de vie étudiante, logement compris.

Le deuxième aspect à retenir est la visibilité que la crise donne à la question de fragilité d'une partie du monde étudiant. Fragilité économique bien sûr, avec ces étudiants sombrant dans une grande précarité avec l'arrêt des petits boulots et l'éloignement de leur famille, la fermeture d'un certain nombre de services d'aide et de restauration... Mais aussi fragilité sociale et psychologique, qui nous appelle à resserrer encore et toujours plus les liens de la communauté universitaire, et met en valeur l'apport de tous ce faisceau d'acteurs accompagnant les politiques publiques institutionnelles.

Ils ne sont pas un complément à l'action publique, ni une variable d'ajustement. Ils sont l'essence même de la vie étudiante et la richesse de cette communauté universitaire. Ce que l'on a eu tendance, ces dernières années à oublier, sinon à occulter ! ■



Les rendez-vous 2020 de la

santé étudiante

La 2ème édition qui était programmée le 10 juin est annulée et reportée à une date ultérieure

Pour le climat, **une nécessaire mobilisation**

En mars 2019, le think-tank *The Shift Project* publiait un rapport intitulé « [Mobiliser l'enseignement supérieur pour le climat](#) », visant à « former les étudiants pour décarboner la société ». Un an après cet événement d'importance pour le renforcement des problématiques liées à l'environnement au sein de l'ensemble des formations universitaires, retour avec Clémence Vorreux, Référente Enseignement supérieur au Shift Project, sur la genèse et les prolongements d'une initiative inédite.

En 2018, le Comité d'experts du think-tank *The Shift Project* (voir encadré), composé d'un grand nombre d'enseignants-chercheurs, dresse un constat alarmant : beaucoup d'étudiants, sortant par exemple d'écoles d'ingénieurs très prestigieuses, allaient être amenés à se trouver à des postes de responsabilité, tout en pâtissant d'une compréhension assez médiocre des enjeux liés à la transition écologique. A l'époque, selon Clémence Vorreux, « c'était un peu un non-sujet, y compris chez les étudiants dont l'intérêt pour ces questions était comparable à celui de l'ensemble de la population. »

Une préoccupation partagée

« Pourtant, alors que nous en étions à la moitié de l'élaboration de notre rapport, poursuit-elle, il y a eu la sortie du Manifeste étudiant pour un réveil écologique [plus de 32000 signataires depuis son lancement en septembre 2018, ndlr], qui s'adressait plutôt aux entreprises. » Rendez-vous est pris avec les initiateurs de ce Manifeste, qui réalisent au contact des équipes du think-tank que « leur démarche allait de pair avec le fait que les établissements abordent ou non ces sujets, donnent aux décideurs de demain les clés pour qu'ensuite, au sein des entreprises, ils puissent prendre des décisions et lancer des actions conformes avec le rôle qu'ils ont envie de jouer. » « Quand on discute avec eux, souligne Clémence Vorreux, on relève qu'ils ont indéniablement envie de se mobiliser, mais eux-mêmes reconnaissent souvent qu'ils ne sont pas au fait des en-



jeux de la transition. Ce qui est tout à fait normal. » De la même façon, alors que le nombre de bénévoles du Shift Project s'élevait à « une poignée il y a deux ans », il s'est étoffé depuis jusqu'à atteindre plus de 3000 « shifteurs », qui « souhaitent découvrir quel pourrait être leur rôle dans la transition, mais cette fois en toute connaissance de cause. »

La réception du rapport

Sorti en mars 2019, le rapport/appel « Mobiliser l'enseignement supérieur sur le climat » (signé par 10 000 personnes, dont plus de 150 directions d'établissements) le déclare sans ambages : « L'enseignement supérieur doit préparer tous les étudiants aux enjeux climat-énergie », une demande au demeurant « forte chez les étudiants et lycéens », qui nécessite « une réponse

académique profonde. » Avec seulement 11% des formations d'établissements d'enseignement supérieur (et seulement 7% de celles des universités) abordant actuellement les enjeux climat-énergie de manière obligatoire, il est selon le rapport « urgent d'agir », d'autant que « nombre de directions et d'enseignants en ont déjà l'envie et y voient un intérêt stratégique - pas encore tous. »

Un état des lieux qui a suscité un grand nombre de réactions – positives ou plus mitigées.

Dans un premier temps, certains établissements ont pu se sentir visés à tort, « puisque nous avons écrit qu'il ne se passait pas grand chose au niveau académique. Mais nous avons mis le focus sur les questions d'enseignement. Certains l'ont compris comme

un reproche, comme si l'on estimait qu'ils ne faisaient rien alors qu'ils sont parfois très mobilisés sur les enjeux liés au campus (bâtiment, mobilité, déchets...). » Des vexations dissipées dès que les équipes du think-thank ont eu l'occasion de préciser leur point de vue : « Selon nous, poursuit la Référente Enseignement Supérieur, en matière de transition écologique, les ESR doivent agir conjointement sur trois piliers : le campus, la recherche et l'enseignement. Or souvent, des trois, le volet enseignement a tendance à être un peu oublié, ou abordé sous l'angle formation spécialisée. » Pour autant, « globalement, nous avons suscité plus de réactions positives que négatives. »

Dans les faits, les initiateurs de l'étude avaient tout de même relevé de gros écarts entre Grandes Écoles et Universités. Un constat logique : « Ces dernières sont souvent handicapées par des barrières administratives ou la structure même de leur offre de formation : il y est beaucoup plus difficile de créer des options, de bénéficier de la flexibilité nécessaire pour avoir un intervenant précis sur un sujet, de tester une pédagogie innovante sur une année avant de déterminer de la poursuivre ou non, etc. » Même son de cloche du côté des enseignants rencontrés : bien souvent, leurs bonnes volontés sont douchées par la rigidité des usages et réglementations universitaires, et ce même quand les directions d'UFR ou d'établissements comprennent l'intérêt des projets portés par les enseignants. Pour eux, le rapport « leur donnait des arguments pour convaincre les directions. »

Aider les enseignants

Plus globalement, si certains enseignants ont envie de mettre en œuvre des choses, mais manquent de ressources, de temps et de formations pour le faire (« Des gens l'ont fait, mais au prix de soirées entières passées à suivre cours en ligne, mooks, etc. Comment leur demander cet effort supplémentaire tant que cela n'est pas administrativement valorisé ? »), d'autres

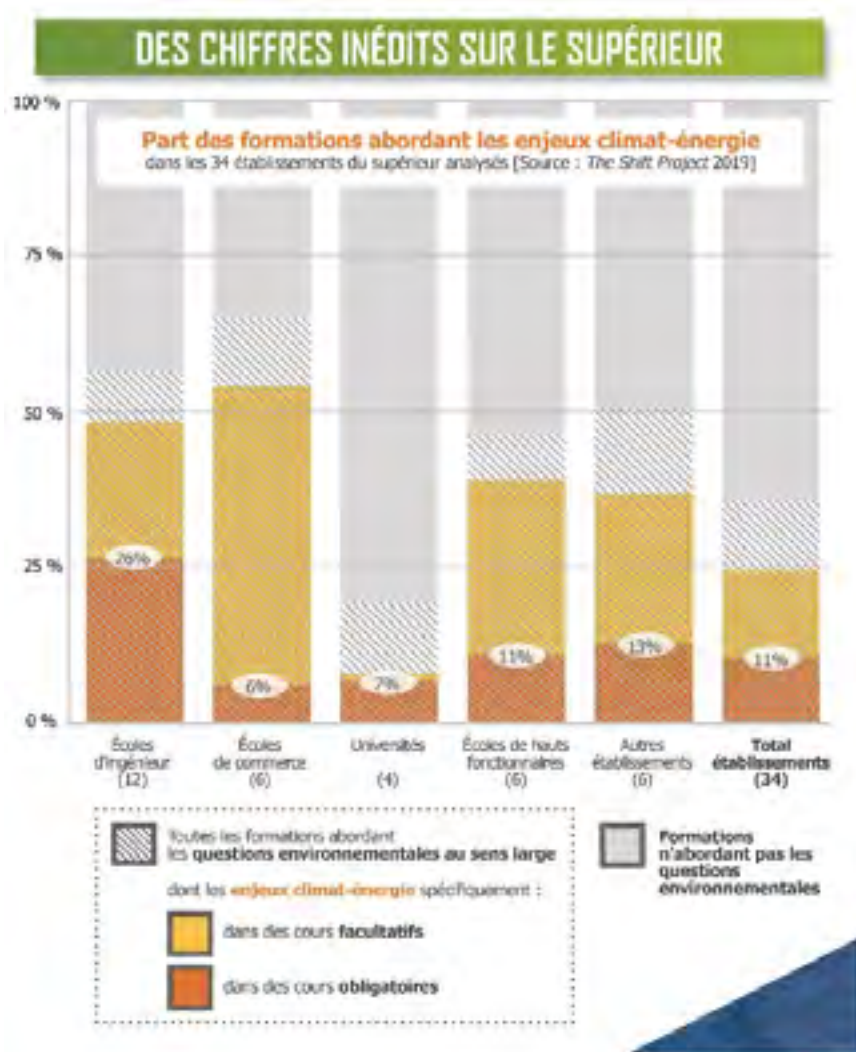
mouillent déjà la chemise, mais se sentent un peu seuls dans leur coin. Sans parler des nombreux obstacles se dressant face aux plus volontaires : défiance à l'égard des initiatives sortant des sentiers battus (catégories disciplinaires trop rigides, manque de valorisation des activités d'enseignement...), ou blocages pratico-pratiques. « Selon eux, indique Clémence Vorreux, on mettait des mots sur des choses qu'ils ressentaient de manière plutôt latente. »

Ainsi, si ces questions demeurent complexes, « les choses bougent vraiment, notamment parce qu'il y a des volontés fortes d'enseignants. Restent beaucoup de barrières à lever. » Pour The Shift Project, il est surtout important de construire le consensus sur un objectif clair : « 100% des étudiants sortant du supérieur avec une com-

préhension de ces enjeux-là. Ce qui est assez ambitieux vu le niveau d'où l'on part aujourd'hui. »

Aller plus loin

Au rayon des conséquences du rapport/appel de The Shift Project, on peut noter la proposition de loi « visant à généraliser l'enseignement des enjeux liés à la préservation de l'environnement et de la diversité biologique et aux changements climatiques dans le cadre des limites planétaires », déposée au mois de septembre 2019 par 73 députés de tous bords, visant à responsabiliser chaque acteur de l'enseignement supérieur. Une initiative soutenue par un large collectif d'associations et syndicats étudiants, comme lors d'un événement dédié, organisé le 19 décembre à l'ENS. « On était tous d'accord, précise Clémence Vorreux,



sur le fait qu'il fallait quelque chose de réglementaire, législatif - ou en tout cas d'institutionnel - posant ce cap-là, qui aujourd'hui n'existe nulle part. On voit beaucoup de progressions, certes, mais cela reste malheureusement mal réparti », entre grandes écoles et universités d'un côté, et « établissements moins connus ou prestigieux » de l'autre. Au mois de décembre dernier, la Ministre de l'enseignement supérieur a d'ailleurs créé un groupe de travail, confié au climatologue Jean Jouzel, allant dans le sens du think-tank, qui y participe. Et sur le domaine des Forges, dans le 77, le *Campus de la Transition* lancé par la chercheuse Cécile Renouard a débouché sur le projet *Fortès*, qui réfléchit « à la manière dont on pourrait faire évoluer toutes les filières pour qu'elles intègrent ces enjeux », et constituer un « socle commun de connaissances et de compétences qui pourrait être partagé par tous. » L'objectif ? La remise en juin 2020 au Ministère d'un Livre blanc, avec une réflexion interdisciplinaire et intersectorielle menée par les enseignants eux-mêmes. Pour Clémence Vorreux, « c'est vraiment essentiel, car les enseignants sont aujourd'hui très peu consultés sur ces questions-là, alors qu'ils sont quand même la cheville ouvrière de tout le projet que l'on souhaite mettre en œuvre. »

Au sein des établissements, on a vu fleurir les « Rentrées Climat » : des événements de un jour à une semaine, en période de rentrée universitaire, « qui envoient un message assez puissant. » L'ESSEC a quant à elle mis en place une formation aux questions environnementales à destination des administratifs de l'école ; l'ESCP (mais aussi l'UFR de Physique de Paris-Diderot, mais à l'initiative d'enseignants) une formation à destination des équipes pédagogiques ; le groupe INSA et l'INSA-Lyon lancé un gros chantier de refonte des cursus pour intégrer les enjeux énergie/climat dans l'ensemble des formations ; Paris-Saclay créé l'été dernier un groupe de travail réunissant des enseignants-chercheurs de diverses disciplines, afin de « construire un socle commun de connaissances,

THE SHIFT PROJECT

THE CLIMATE TRANSITION THINK TANK

Créé en 2010 par Jean-Marc Jancovic, expert de la transition énergétique et climatique et membre du Haut Conseil sur le Climat, le think-tank *The Shift Project*, reconnu association d'intérêt général, vise à « éclairer et influencer le débat sur la transition énergétique. » Dans un premier temps, son action s'est principalement focalisée sur des sujets comme l'industrie, le bâtiment, les transports - soit, selon Clémence Vorreux, « des questions plutôt défrichées, le problème demeurant dans la mise en œuvre de ce qui est aujourd'hui connu. » Sur ces bases, les projets se sont rapidement réorientés vers « l'opérationnalisation de ce que nous avons identifié comme prioritaire » : stratégie d'entreprise, par exemple, c'est-à-dire « la manière dont les grandes entreprises qui sont nos membres pouvaient intégrer les considérations liées au «risque climat», utiliser les outils de prospective pour challenger leur business model. » Parmi les thématiques abordées, les enjeux liés à la sobriété numérique, par opposition à une « obésité numérique qui est la tendance en ce moment », et rarement interrogée en termes d'usages et besoins. De manière générale, le think-tank constate quotidiennement un décalage criant « entre une sensibilisation très forte, dans la population comme chez les décideurs, et une mauvaise compréhension en profondeur des enjeux. » Ce qui, précise Clémence Vorreux, « est aussi lié à la façon dont on présente ou enseigne ces sujets... » ■

un module de 10 à 12 heures qui sera enseigné à tous les étudiants arrivant à l'Université. Plutôt ambitieux ! »

Quel intérêt pour les établissements ?

Quand beaucoup d'établissements se contentent de mettre en place des formations spécifiques ou des options pour satisfaire les étudiants, d'autres commencent à bien prendre en compte le double intérêt d'une démarche plus globale : en amont, l'attractivité des établissements, bien sûr ; en aval, un meilleur taux d'insertion des diplômés sur le marché du travail, sans même parler d'une contribution active aux transformations de la société toute entière.

« On n'a pas le temps d'attendre vingt ans que chacun réfléchisse longuement pour se décider à passer le cap », s'impatiente Clémence Vorreux, dont l'objectif est double : « essayer de rendre compte de ce qui se fait aux différents niveaux, et inspirer certains établissements à suivre l'exemple » - y compris en leur surli-

gnant les avantages qu'ils pourraient en tirer. D'autant qu'en consultant les enseignants les plus motivés pour faire évoluer la structure pédagogique, on parviendrait selon elle, sans mal, « à co-construire, comme par exemple à travers la plateforme pédagogique collaborative que nous sommes en train de monter avec l'aide de nos bénévoles (en phase test et bientôt en ligne : enseignerleclimat.org) », un ou plusieurs projets à la fois utiles pour le présent, et indispensables pour l'avenir. Pour ce faire, « il faut qu'il y ait une impulsion de la part de la direction des établissements, afin que les enseignants en parlent entre eux, bénéficient d'une formation en interne, d'ateliers, de matériels, de ressources de formation, et pas seulement délivrés par des experts, mais appliqués à toutes les disciplines, pour permettre d'intégrer ces enjeux de manière cohérente et systémique. » En somme, « on essaie d'agiter le bocal », conclut-elle en souriant. ■



Logements étudiants en **containers** à Berlin

Par Pierre Yves OLLIVIER

L'idée est venue à l'investisseur Jörg Duske en visitant des logements à Amsterdam au début des années 2010 : 1000 containers accueillant des logements étudiants avaient été construits avec succès. Il a alors décidé de transplanter cette idée dans le quartier berlinois de Plänterwald. L'adresse exacte du site, Eichbuschallee 51-53-55, a donné par la suite le nom au projet : EBA51. Peu plébiscité par les étudiants, ce quartier est néanmoins bien relié avec le reste de la ville par le S-Bahn, le RER local.

L'agencement général a été confié aux architectes de l'agence Holzer Kobler Architekturen, basée à Zurich (Suisse) et Berlin (Allemagne). Ils ont opté pour 3 rangées de bâtiments de 4 étages. Deux sont fortement reliés entre eux par un réseau de passerelles et escaliers suffisamment vastes pour offrir aux étudiants des espaces communs propices à la rencontre (ou pour étendre son linge en extérieur les jours de beau temps). Esthétiquement, la peinture des containers a été décapée par sablage pour obtenir l'acier brut et le laisser rouiller. En effet, l'aspect rouille a été recherché pour coller à l'image industrielle de Berlin, en écho au fameux slogan « arm aber sexy » (« pauvre mais sexy ») de Klaus Wowereit, maire de Berlin entre 2001 et 2014. Et inutile pour cela de peindre avec une peinture rouille : l'acier « corten » ou patinable avec lequel tous les containers sont fabriqués développe naturellement une couche de rouille protectrice

dès lors qu'il subit directement l'action des conditions atmosphériques ambiantes. C'est ce même matériau que l'on découvre par exemple sur l'enveloppe du musée CaixaForum à Madrid, conçu par les architectes Herzog & de Meuron, livré en 2007. En outre, les containers ont été décalés de manière aléatoire pour rompre la monotonie de l'ensemble. Dans le même esprit, des balcons sont rajoutés par endroits avec le même rendu esthétique que les containers.

Un container de 26m² au sol est prévu pour chaque locataire, et trois typologies d'appartements sont proposées (26, 52 ou 78 m²). Par essence longs, les containers sont découpés en 3 parties distinctes : cuisine / salle de bains et WC au milieu / Lit, armoire et bureau. Des baies vitrées sur la totalité des faces en extrémité apportent la lumière naturelle dans les logements. Majoritairement meublés, quelques appartements restent néanmoins

vides et à meubler par les futurs occupants.

Chaque container est isolé thermiquement.

L'acoustique est quant à elle traitée via une ossature métallique installée entre chaque container, permettant ainsi de désolidariser les containers les uns des autres et éviter la transmission directe des vibrations entre eux. Au niveau du sol, une chape coulée sur place a été choisie pour réduire les bruits.

Structurellement, des croix de contreventements ont été ajoutées à l'ossature métallique pour assurer la stabilité globale des édifices.

Tous les aspects réglementaires d'un bâtiment classique, y compris la sécurité incendie, ont été respectés et appliqués.



Au-delà des espaces individuels et des zones de circulation commune – coursives, escaliers, plateformes –, un potager est aménagé sur l'emprise du terrain sous forme de bacs en bois recouverts à l'intérieur de bâches plastiques. Une vaste pelouse et des arbres permettent par ailleurs de se détendre en plein air, tout comme les activités sportives offertes et accessibles à tous (pétanque notamment). Une laverie aux allures de bar a été installée, dénommée « Wasch-Bar », ainsi qu'un mur d'escalade et une cuisine collective. A noter : le fait d'avoir 3 rangées de bâtiments crée naturellement des rues, et par suite des contacts facilités entre résidents. Encore faut-il les aménager et les

rendre accessibles bien entendu (exit les pelouses délimitées par des barrières, donc).

Projet initié par Jörg Duske, le projet EBA51 a été vendu au bailleur berlinois Howoge, considéré comme le plus important d'Allemagne avec ses 62 000 logements. Ce projet a reçu en 2018 le German Steel Construction Prize et l'Architecture MasterPrize (AMP).

Le container a une mauvaise image et présente un côté rebutant au premier abord. Un étudiant berlinois l'avoue sans détour dans une vidéo du projet : ses amis ont fait des gros yeux en apprenant qu'il y habitait. Mais il répond à une demande, certes pro-

voquée par la pénurie de logements dans les quartiers « branchés » ou centraux, mais aussi parce qu'il permet, pour un prix équivalent à une chambre en colocation en plein centre de Berlin, un logement spacieux, offrant un nombre important de services inexistant dans les logements étudiants classiques. Il reste bien entendu la solution Studentenwerk (l'équivalent en Allemagne du CROUS français), avec des loyers autour des 200€/mois, mais les places sont limitées et offrent, elles aussi, moins de services, sauf exceptions. Une complémentarité est à trouver entre les différentes offres, en fonction des besoins et usages propres à chaque étudiant. ■



quelques **chiffres** :

- 3 bâtiments de 4 étages
- Superficie de la parcelle : Environ 11.000 m²
- Environ 420 containers 40 pouces (2,40m x 12,19m x 2,90m) pour 369 appartements pour 1 à 3 personnes
- Loyer : 455 €/mois charges comprises (contre environ 200 € pour un logement en Studentenwerk, l'équivalent du CROUS en Allemagne)
- Coût de construction : Environ 13 millions d'€, soit 1.200 €/m²
- Coût des containers : entre 2.000 et 4000 €/unité, suivant le degré de vieillissement (dernier voyage ou neuf) ■



Campus-Gare : émergence d'un véritable campus à Roubaix

Sur 14 hectares, le nouveau Campus-Gare constitue un ensemble de première importance pour la ville de Roubaix, tant par son échelle que par sa position. Malgré l'arrivée du métro, ce quartier était depuis des années en déshérence, entre commerces jamais pérennisés et immeubles rasés, produisant de vastes espaces désertés.



Ce nouveau campus offre un nouveau statut à l'espace de la gare, non plus zone de transit mais lieu de vie à part entière, véritable quartier métropolitain urbain avec bureaux, campus et espaces d'enseignement universitaire, logements, services et commerces associés. Dans une stratégie à long terme, le développement du campus, sur ce pôle intermodal de la gare, avait pour vocation d'ancrer l'Université à Roubaix et d'y faire émerger un grand site universitaire bien visible de l'extérieur, pour insuffler renouveau et dynamisme au sein de la métropole.

Un projet soutenu

Pendant longtemps, force est de constater que les étudiants en Langues étrangères appliquées (LEA) n'étaient pas bien lotis, logés dans les locaux vétustes de la place Bodart Timal. De plus, les réalités de la Ville collaient mal avec l'image d'une Ville Universitaire : dissémination des établissements, absence de services structurant la vie étudiante. Dans le cadre du Plan Campus lancé par le Ministère, grâce au soutien de la Métropole européenne de Lille, de la région Hauts-de-France et de la ville de Roubaix, le groupe *Eiffage* s'est vu attribuer la construction de deux bâtiments,

dont les locaux d'enseignement du Campus-Gare. Un contrat Partenariat Public-Privé (PPP) comprenant conception, réalisation, entretien, maintenance et exploitation technique des bâtiments réalisant la fusion avant l'heure entre les formations de l'Institut du marketing et du management de la distribution (IMMD) et LEA de l'Université de Lille - soit deux formations tournées vers l'international.

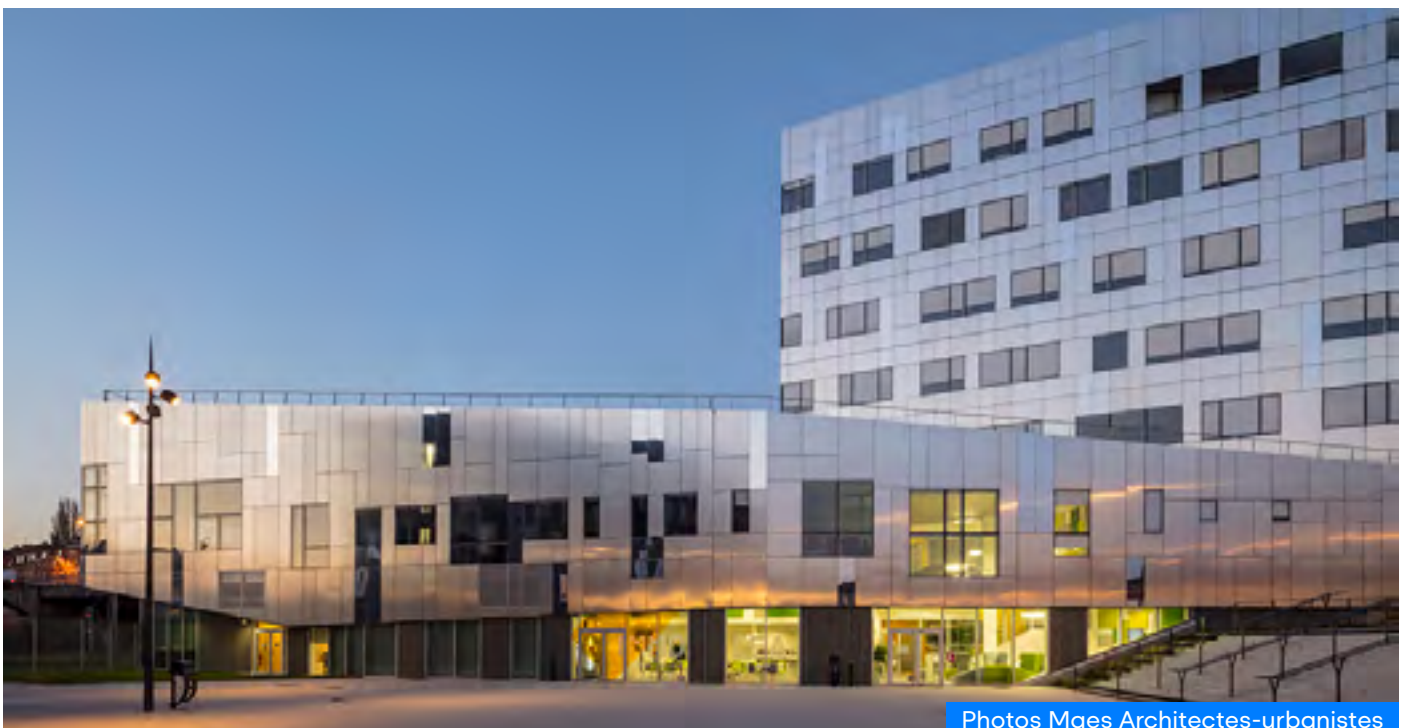
Un pari architectural

Pour tous les étudiants, partage des bibliothèque et cafétéria (gérée par un BDE commun) ; pour les enseignants,

une salle réservée, à l'étage. Le bâtiment, œuvre du cabinet d'architecte lillois Maes est visible de loin, recouvert d'une "peau" en aluminium, avec des cassettes de différentes tailles réparties sur les façades de manière aléatoire. Grâce à des menuiseries en verre, il devient lisse et forme une entité homogène jouant avec les reflets.

Concrètement, le volume haut (R+5) s'appuie sur le boulevard, avec un rez-de-chaussée largement vitré en relation directe avec le parvis, l'ensemble du pôle d'enseignement banalisé au-dessus et les étages supérieurs réservés à l'administration. Le volume bas, aux formes plus dynamiques, est spécifiquement étudié pour les grands espaces (amphithéâtre, bibliothèque) et s'ouvre sur la nouvelle cour de la Petite-Vitesse.

Livré à la rentrée 2016, le Campus accueille depuis 2018 l'IUT C et ses 1400 étudiants - portant ainsi à plus de 5000 les étudiants fréquentant le quartier. Le pari est en passe d'être gagné, les commerçants saluant unanimement leur présence, qui redore l'image du quartier. L'objectif, désormais ? Les convaincre de sortir un peu plus des quatre murs de leur fac. ■



Photos Maes Architectes-urbanistes



La Semaine étudiante du développement durable **se dématérialise !**

Organisée par le REFEDD depuis 2015, la Semaine étudiante du développement durable (SEDD) est traditionnellement mise en place chaque première semaine d'avril dans toute la France. Ses organisateurs souhaitent en faire un temps privilégié de rencontres entre les étudiant.e.s et acteurs.trices du développement durable, engagé.e.s pour des campus et une société plus durables.

Suite aux annonces du Président de la République, jeudi 12 mars, à la fermeture des établissements et aux dernières mesures de confinement, la *Semaine étudiante du développement durable* ne pouvait plus avoir lieu dans les conditions initialement prévues. Toutefois, le REFEDD a souhaité continuer à mener à bien sa mission d'engagement et de sensibilisation du monde étudiant aux enjeux environnementaux. Ainsi, au lieu d'une SEDD avec des événements sur les campus, les organisateurs ont proposé à ses membres et à tous ceux qui souhaitent de participer quand même, via un nouveau format : une SEDD dématérialisée...

À l'image de Greta Thunberg, qui a lancé une *#ClimateStrikeOnline*, le REFEDD souhaite continuer à se faire entendre et à agir, même à distance.

« Même si les établissements sont fermés, les étudiant.e.s continueront à se former et à se mobiliser ! », déclarent ses responsables avec beaucoup de volontarisme. Ainsi, dès le 6 avril, le REFEDD proposera des ressources aux associations, pour continuer à sensibiliser le monde étudiant, pour les aider à passer à l'action, « même confiné.e.s chez [eux] ». Il sera alors possible d'organiser des événements à distance, en vidéo, et ce même en dehors des campus : « Il est important que les étudiant.e.s puissent faire entendre leur voix et soutenir l'intégration des enjeux environnementaux dans l'enseignement supérieur », précisent-ils.

Rassembler les initiatives

Ainsi, pour les associations qui souhaitent organiser une conférence à distance, un atelier DIY en vidéo, un

visionnage de film ou proposer des ressources en ligne, filmer un cours *#MakeOurLessonGreenAgain*, ou écrire un article, le REFEDD rassemblera ces initiatives et les relayera sur son site dédié, afin de proposer aux étudiants qui le souhaitent de prendre part à cette *Semaine étudiante du développement durable* dématérialisée. D'ores et déjà, des ateliers à distance pour imaginer le Monde en 2030 ou en 2050 sont programmés, des fiches recettes de cuisine durable vont être mises en ligne, ainsi que des « tutos » pour aider au recyclage et encourager l'économie circulaire. Enfin, très utiles en cette période de confinement, des recommandations de lectures, de films, de documentaires vont être fournies, pour tous ceux qui souhaitent occuper leur temps de façon engagée et responsable.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Certaines des associations-membres ont même déjà prévu leurs propres contenus et événements à distance, comme l'association *Asshume* de l'*EN-SCBP* de Bordeaux, l'association *Bio-Campus* de *SupBioThech*, *Sciences Po Environnement* ou *Unis-Terre* de la *Kedge Business School*... La soirée de clôture, prévue le 24 avril, ainsi que le concours SEDD seront quant à eux, malheureusement, annulés, mais la sensibilisation continue, l'avenir reste à préparer ! ■

Le REFEDD, c'est quoi ?

C'est le *RÉseau français des étudiants pour le développement durable*, un réseau d'associations étudiantes qui mènent des projets sur des thèmes variés associés au développement durable. Certaines associations se décrivent comme « de développement durable généraliste », d'autres sont spécialisées sur une ou plusieurs thématiques particulières comme l'énergie, la biodiversité, l'innovation sociale... D'autres, enfin, ne sont pas uniquement mobilisées sur les questions de développement durable mais traitent également de vie étudiante ou de solidarité internationale.

Le réseau regroupe plus de 140 associations, réparties dans plus d'une quarantaine de villes en France telles que Lille, Lyon, Rennes, Bordeaux, Marseille, Montpellier, Toulouse, Nantes ou Strasbourg, avec une présence marquée en Île-de-France où se concentrent environ un tiers de ses adhérents. Certaines associations-membres sont inter-écoles, voire d'échelle nationale ou internationale, tandis que d'autres sont rattachées à un établissement en particulier.

Le REFEDD s'est donné pour objectif d'avoir 100% d'étudiants sensibilisés

et engagés sur le développement durable, et 100% de campus durables ! Ces responsables et animateurs sont convaincus que le monde étudiant constitue une force essentielle pour construire Demain, et se sont d'ailleurs donné trois missions pour le démontrer :

- Rassembler les acteurs et faire travailler ensemble des associations œuvrant sur une des thématiques du développement durable, en organisant des rencontres locales et nationales, ainsi que des temps d'échange pour mutualiser les connaissances et savoir-faire.
- Fournir les connaissances et compétences-clés pour permettre l'engagement individuel et collectif, notamment en produisant des guides d'accompagnement et en organisant des formations.
- Devenir le relais des étudiants au sein des débats nationaux et internationaux, et faire le lien entre les étudiants, leurs collectifs d'acteurs et les pouvoirs publics sur les questions de développement durable et d'enseignement supérieur.

Le REFEDD organise aussi, tous les 3 ans, l'une des plus importantes consultations nationales sur les



questions environnementales. Soutenu cette année par le Ministère de l'enseignement supérieur, l'ADEME, le CNOUS, la CPU et la CGE, il a recueilli les réponses de plus de 50 000 étudiants, et les résultats seront rendus publics au moment des rencontres nationales, prévues les 16 et 17 Mai prochain. Depuis la première édition de 2008, les objectifs de ces consultations sont à la fois de déterminer les rapports et pratiques mis en œuvre par les étudiant.e.s de France face aux grands enjeux de société, et de comprendre leurs envies, leurs besoins et attentes sur ces thématiques. Chaque établissement a ensuite la possibilité d'extraire les données de ses étudiant.e.s, et peut donc agir ou réajuster ses objectifs et initiatives en fonction des résultats récoltés. ■

3 questions à Nina Marchais, **responsable communication au REFEDD en France**



Pouvez-vous nous expliquer l'origine de la Semaine étudiante du développement durable (SEDD), et ses objectifs ?

Organisée par le REFEDD depuis 2015, la SEDD est la déclinaison, dans les campus, de la *Semaine Européenne du Développement Durable*. Cette dernière ayant lieu en juin, il est compliqué pour les étudiant.e.s et les établissements d'y participer. C'est pourquoi nous avons choisi d'organiser notre SEDD au printemps, pour s'adapter au calendrier universitaire. Mise en place chaque première semaine d'avril dans toute la France, la SEDD constitue un temps privilégié de rencontres entre les étudiant.e.s et acteur.rice.s du développement

durable engagé.e.s pour des campus et une société plus durables. Ses trois objectifs sont, sur le court terme, de valoriser les activités et l'engagement des associations étudiantes, mais aussi de mobiliser les étudiant.e.s sur tous les territoires. A plus long terme, elle sert à sensibiliser le monde étudiant aux enjeux et solutions du développement durable. Cette semaine vise aussi à populariser l'*Agenda 2030* adopté par les Nations Unies, et ses dix-sept *Objectifs de développement durable (ODD)*, dans toute l'Europe.

Au travers de vos actions, de votre réseau et de la consultation annuelle, voyez-vous une évolution du milieu étudiant sur ces questions de DD ?

Grâce à nos actions, et surtout grâce à la *Consultation Nationale Étudiante* que l'on organise tous les trois ans, on peut voir une vraie évolution, une vraie prise de conscience des étudiant.e.s en ce qui concerne toutes les questions liées au DD et aux enjeux environnementaux. Cette prise de conscience et cet engagement se sont accentués en particulier l'année dernière, suite aux prises de paroles de Greta Thunberg et d'un nombre

croissant de jeunes, sur les questions environnementales ; tout cela s'est matérialisé par les nombreuses Marches pour le climat du vendredi, rassemblant à chaque fois de plus en plus d'étudiant.e.s, de lycéen.ne.s, de collégien.ne.s... Pour ce qui est des résultats de notre CNE, nous ne pouvons pas vous en dire trop pour l'instant : nous gardons les résultats secrets jusqu'au mois de mai...

Fermeture des établissements, confinement des usagers... Comment comptez-vous déployer votre initiative ?

Avec les mesures prises suite à la propagation du Covid-19, notre SEDD ne peut plus avoir lieu dans les conditions initialement prévues. Nous avons donc décidé d'organiser une SEDD dématérialisée, qui aura lieu en ligne, sur nos réseaux sociaux et sur ceux de nos associations-membres comme des établissements d'enseignement supérieur : ateliers DIY, visioconférences, débats en ligne, production de contenus pour sensibiliser les étudiant.e.s... Cette année, la SEDD change de forme ! ■



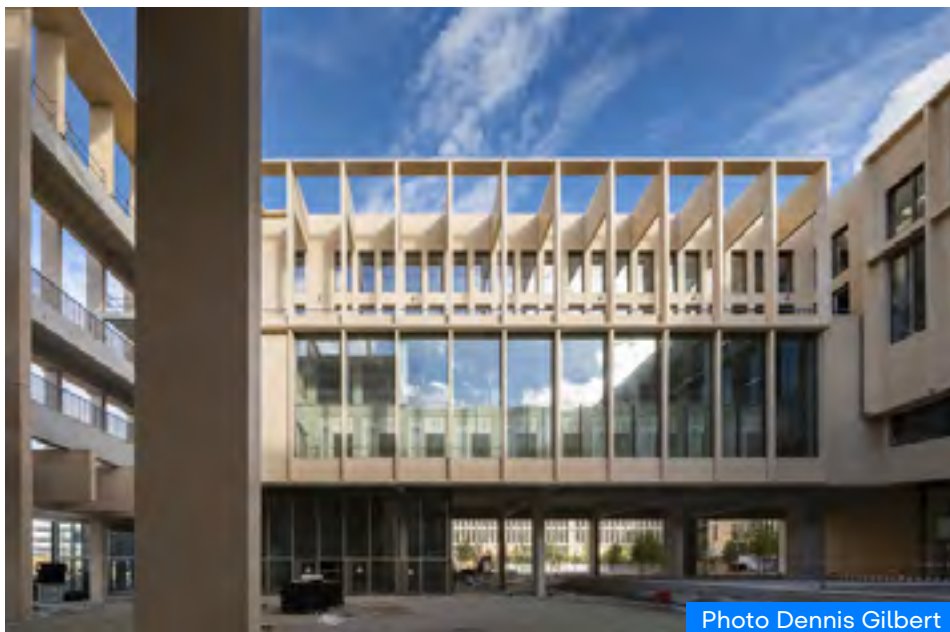


Photo Dennis Gilbert



Photo Frédérique Felix-Faure

Des architectes de **la connaissance**

Le Pritzker 2020, considéré comme l'une des plus hautes récompenses du monde en architecture, a été attribué, le 3 mars dernier, aux Irlandaises Yvonne Farrell et Shelley McNamara, cofondatrices de l'agence Grafton Architects (du nom de la rue de leur bureau d'origine), qui vise à « donner la priorité à l'existence du lieu plutôt qu'aux individus ».

Récompensées le 3 mars dernier, Yvonne Farrell et Shelley McNamara deviennent les 47 et 48ème lauréates du célèbre prix d'architecture, décerné par la fondation Hyatt. « Pionnières dans un domaine qui a toujours été, et reste une profession à prédominance masculine, elles cherchent constamment la plus

haute qualité architecturale pour l'emplacement spécifique du bâtiment, les fonctions qu'il abritera et ses futurs usagers. » Par cette attribution, le jury a voulu récompenser, notamment, « leur intégrité dans leur approche à la fois de leurs bâtiments et de la façon dont elles conduisent leur pratique, leur croyance en la collaboration, leur attitude responsable envers l'environnement, leur capacité à être cosmopolite tout en embrassant le caractère unique de chaque lieu. »

Bâtisseuses de lieux de la connaissance

En 42 ans d'existence, leur agence, Grafton Architects, a réalisé une quarantaine de projets, dont de nombreux projets internationaux d'écoles ou d'Universités. Leur première commande internationale arrive en 2008, 25 ans après leur lancement, avec l'Université Luigi-Bocconi à Milan. Projet qui a reçu le prix du « Bâtiment mon-

dial de l'année » lors du premier Festival mondial d'architecture de 2008, à Barcelone. Depuis, d'autres projets d'établissements d'enseignement internationaux ont suivi, dont le campus universitaire Utec Lima, au Pérou, en 2015 - qui a quant à lui reçu le premier prix international RIBA 2016 -, l'Institut Mines Télécom de Paris et la Toulouse School of Economics de Toulouse, récemment achevés.

En plus de 40 ans, elles ont par ailleurs à leur actif, toujours dans le domaine de l'enseignement et du savoir, plusieurs réalisations emblématiques dans leur pays : Urban Institute of Ireland ; University College Dublin ; le Solstice Arts Center (Navan, Irlande 2007) ; l'École communautaire de Loreto (Milford, Irlande 2006) ; ou encore la faculté de médecine, Université de Limerick (Irlande 2012). Leur cabinet a par ailleurs reçu le Silver Lion Award 2012 de la Biennale de Venise, pour l'exposition Architecture as New Geography, et ont été nommées co-commissaires de la Biennale de Venise en 2018. ■



Photo Alexandre Soria

Accompagner et soutenir les étudiants dans cette période de crise

La SMERRA a constitué une cellule à destination des établissements et des territoires afin de leur apporter réponses et outils d'accompagnement.

En cette période de crise sanitaire liée à l'épidémie de coronavirus, tous les citoyens sont amenés à vivre des mesures exceptionnelles, à leur échelle ou celle de leur organisme professionnel. Toutes les structures d'accueil collectives sont fermées mais beaucoup de services s'organisent pour continuer à être présents aux côtés des étudiants.

Comme les établissements et les collectivités, la SMERRA confirme son engagement pour la santé et la réussite des étudiants.

En tant que mutuelle étudiante, organisme à but non lucratif, empreinte de valeurs d'entraide et de solidarité, sa mission prioritaire est le mieux-vivre étudiant. Si la quasi-totalité des établissements ont su réagir à la situation d'urgence provoquée par la pandémie, notamment par la mise en place d'une continuité des enseignements, les conséquences du confinement et/ou d'une contamination sont multiples et dépassent le seul cadre pédagogique.

Confinement et logement étudiant, couverture santé, assurance et santé pour les étudiants demeurant à l'étranger ou en France pour les étudiants internationaux, solidarité et accompagnement des étudiants isolés sont



autant de problématiques à prendre en considération.

Etudier dans des conditions adaptées et sécurisantes représente un gage de réussite. La SMERRA a ainsi déjà mis en œuvre des mesures d'accompagnement spécifiques à destination des adhérents de la mutuelle et des locaux des Résidences LOGIFAC. La

mutuelle étudie également la possible mobilisation de ressources au bénéfice des étudiants les plus en difficultés.

Plus que jamais, convaincue que les enjeux du mieux-vivre étudiant sont devenus stratégiques pour les établissements d'enseignement supérieur et pour l'attractivité des territoires, la SMERRA - fidèle à sa raison d'être - souhaite faciliter, accompagner et



valoriser l'engagement des acteurs qui prennent pleinement conscience de ces enjeux.

Il est essentiel que l'ensemble des étudiants soient accompagnés, les établissements et les territoires ont naturellement un rôle majeur à jouer.

C'est pourquoi la SMERRA met au service des acteurs de l'enseignement supérieur, son savoir-faire et son expertise, pour informer le plus grand nombre du cadre légal, des mesures de soutien, et des bonnes pratiques en période de confinement.

Un formulaire en ligne est ainsi dédié aux établissements et territoires pour leur permettre d'obtenir les réponses essentielles à leurs interrogations sur plusieurs domaines impactés par cette période de crise sanitaire :

Sur la couverture santé et assurances des étudiants

- Prise en charge et remboursement de soins en cas de contamination par le COVID-19
- Les garanties / exclusions des contrats et leurs mises en œuvre

- Remboursement des dépenses de santé
- Etudiants actuellement à l'étranger
- Etudiants internationaux en France
- La complémentaire santé solidaire (CSS) en cas de ressources financières restreintes
- Les conditions d'accès à la téléconsultation
- Couverture d'assurance pendant les stages en entreprise (dont télétravail)

Sur le Logement étudiant

- Mesures de confinement
- Accessibilité de logements à proximité d'hôpitaux pour les étudiants et personnels soignants
- Paiement du loyer et des charges
- Quitter les lieux (préavis, état des lieux de sortie, déménagement ...)
- En cas de difficultés financière

Sur le bien-être étudiant et la solidarité

- Aider les étudiants à mieux vivre le confinement
- Adapter le mode de vie (alimenta-

tion, activité physique, ...)

- En cas de coup de blues / besoin de parler
- En cas de difficultés financières

Une cellule constituée pour l'occasion de professionnels de l'assurance, de l'immobilier et du mieux-vivre étudiant recevra les interrogations et apportera une réponse personnalisée par courriel.

Les domaines d'interrogations relatives aux conséquences de la crise sanitaire seront enrichis au fur et à mesure des questions. ■

Info+

d'autres informations à venir sur la page LinkedIn SMERRA

<https://www.linkedin.com/company/smerra>

Les établissements et les territoires peuvent contacter la SMERRA en utilisant le formulaire mis à leur disposition : <https://cutt.ly/ZtTCONO>






#ONGARDELELIEN



Dans le Nord, des ordinateurs **livrés à domicile !**

Par François Perrin

Ayant récemment "hérité" d'un parc informatique offert par BNP Paribas, l'antenne valenciennoise de l'Afev a décidé d'en faire un usage particulièrement pertinent en période de confinement : en les livrant à des établissements et familles mal équipés en matériel, elle contribue en effet à réduire la fracture numérique, permet à des jeunes de suivre les cours et réaliser les exercices proposés par des équipes enseignantes particulièrement mobilisées en ces temps troublés.

Pour faire comprendre à un enfant que l'ordinateur qu'elle venait de lui livrer à domicile (et dans le plus strict respect des règles sanitaires!) ne lui serait pas retiré après la période de confinement, Anaïs Tavernier, Chargée de développement local à l'Afev Valenciennes, a eu l'idée de lui dire : « C'est comme notre cadeau pour ton anniversaire. » Réponse de l'intéressé : « Ah, mais vous êtes en retard : c'était le mois dernier, mon anniversaire. » Avant d'ajouter, sous le regard gentiment vexé de sa mère :

« Mais de tous mes cadeaux de cette année, c'est quand même le meilleur. »

Depuis quelques jours, l'antenne en charge du large territoire couvrant aussi bien Valenciennes Métropole que la Communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut a en effet mis en place un programme local qui gagnerait à inspirer d'autres régions : distribuer aux établissements prioritaires, mais aussi aux familles les plus touchées par l'illectronisme (soit la méconnaissance de l'usage des ap-

pareils électroniques, sinon l'absence pure et simple d'un matériel adéquat à domicile) des ordinateurs fixes ou portables, pour les aider à rester connectés et à ne pas accumuler de retard scolaire pendant le confinement. Ainsi, à ce jour ont déjà été couvertes par Anaïs - « Père Noël printanier » comme elle s'amuse à se qualifier elle-même - les villes de Valenciennes, Denain, Anzin (trois villes labellisées « cités éducatives ») et Beuvrages. Une « solidarité numérique » qui prend plusieurs formes, et se développe avec



Les engagés Afev, acteurs de la continuité pédagogique.



#ONGARDELELIEN

Retrouvez tous nos conseils et idées d'activités pour continuer à garder le lien



#ConfinésMaisSolidaires

les moyens du bord, grâce aux efforts conjoints des bénévoles et salariés de l'association, mais aussi des enseignants et responsables d'établissements locaux.

« Nous avons très vite compris, indique Anaïs Tavernier, que la fracture numérique allait s'ajouter aux difficultés que rencontrent déjà bien des élèves et leur famille. » Tandis que les bénévoles interrogés ont pratiquement tous tenu à maintenir, en accord avec les familles, leurs heures d'Accompagnement individualisé (AI) à distance, via téléphone, visio, chat..., la question cruciale du matériel à disposition persistait : « L'ordinateur est en effet un objet encore énigmatique pour beaucoup », contrairement à ce que l'on pourrait croire. Un constat confirmé par les équipes pédagogiques de trois collèges et deux lycées au sein desquels l'Afev intervient, dans le cadre du dispositif CLAED (Collégien/Lycéen aujourd'hui, étudiant demain) de Démo'Campus. De manière générale, la connexion à l'Espace numérique de travail (ENT) fait apparaître d'évidentes disparités entre familles (dont certaines peinent déjà à accéder à leur propre boîte mail, et donc a fortiori à télécharger des documents - aux formats, en outre, souvent *non pris en charge*) - d'autant que lesdits ENT ne sont pas forcément adaptés aux écrans de smartphones des parents, parfois le seul matériel informatique auquel certains jeunes ont accès à la maison.

Coincidence heureuse, c'est à ce moment précis que l'agence *BNP Paribas* de Valenciennes a réalisé un don, à l'antenne locale de l'association : pas moins de 20 ordinateurs pré-configurés, dans un état « comme neuf » (10 portables et 10 fixes). De quoi fournir, au moins, 8 jeunes en AI et 2 jeunes par établissement couvert dans le cadre de CLAED. Anaïs cite, à ce sujet, deux anecdotes parlantes, récoltées à l'occasion de ses tournées des derniers jours. Celle, d'abord, d'une jeune fille qui n'osait pas indiquer à ses enseignants et amis qu'elle ne pouvait travailler qu'à certaines heures de la journée, sur la table de la cuisine, au moyen du GSM de son père : « C'est super, maintenant, je ne vais plus avoir à ne PAS OSER DIRE à mes amis que je n'ai pas d'ordi ! » Celle, ensuite, d'une collégienne jusqu'ici dénuée de matériel qui, non contente de pouvoir grâce à cette livraison-miracle préparer son brevet dans de bonnes conditions, se prend même à penser plus sereinement à l'après : « Et puis ce sera super bien pour la seconde, jusqu'à la terminale et après ! Je vais pouvoir remplir les trous en ligne, et même enfin imprimer les cours ! »

« Le plus difficile, étonnamment, remarque Anaïs, ce n'est pas vraiment de mettre en route l'ordinateur... mais de convaincre les jeunes, voire les familles, qu'ils n'auront pas à rendre le matériel à l'issue du confinement ! » Autre surprise : alors que l'on aurait pu craindre qu'un ordinateur sans réseau

domestique ne fasse avancer les choses que d'une demi-marche, il se trouve que la plupart des familles disposent à domicile d'une box « en général pour la télé. » Box qui, en l'espèce, fournit un accès au réseau numérique y compris à des familles qui n'en avaient pas conscience.

En outre, pour faciliter la prise en main du matériel par les familles, de nombreux bénévoles de l'association (dont nombre d'étudiants étrangers) se sont proposés pour revêtir la casquette de « bénévoles aide informatique à distance », avec l'accord aussi bien des familles que des chefs d'établissements. « On répond ainsi à l'ennui, précise Anaïs Tavernier, en permettant aux bénévoles de rester utiles même depuis leurs chambres d'étudiants, en déchargeant les établissements [particulièrement sollicités en ce moment, à ce sujet comme à d'autres, ndlr] et en accompagnant et soutenant les familles. » Mais « ce n'est que le début » conclut-elle enthousiaste, au téléphone, arrêtée en bord de route entre deux tournées de distribution de cadeaux... ■

Le *Buddy System* : **atout pour l'attractivité des étudiants internationaux**

Depuis avril 2019, huit établissements d'enseignement supérieur ont accepté de signer un partenariat avec ESN France, débutant ainsi une collaboration renforçant la qualité d'accueil des étudiants internationaux autour du parrainage par les pairs. Ceci, grâce au Buddy System. On vous explique tout.

Créée en 2014 par l'association étudiante *Erasmus Student Network Lille (ESN Lille)*, la plateforme en ligne *Buddy System* a pour vocation première d'associer des étudiants locaux et internationaux via un programme de parrainage. Au moment de leur inscription, les étudiants indiquent certaines caractéristiques (âge, études suivies, langues parlées, centres d'intérêts...). Le *Buddy System* procède ensuite à une analyse des réponses pour établir un pourcentage de compatibilité entre les étudiants. Ce qui permet ensuite à un responsable de mettre en relation deux étudiants en fonction de ces pourcentages de compatibilité. Dans chaque binôme, le rôle de l'étudiant local consistera à faciliter les démarches administratives, l'installation ainsi que l'inclusion de l'étudiant international.

Du local à l'international

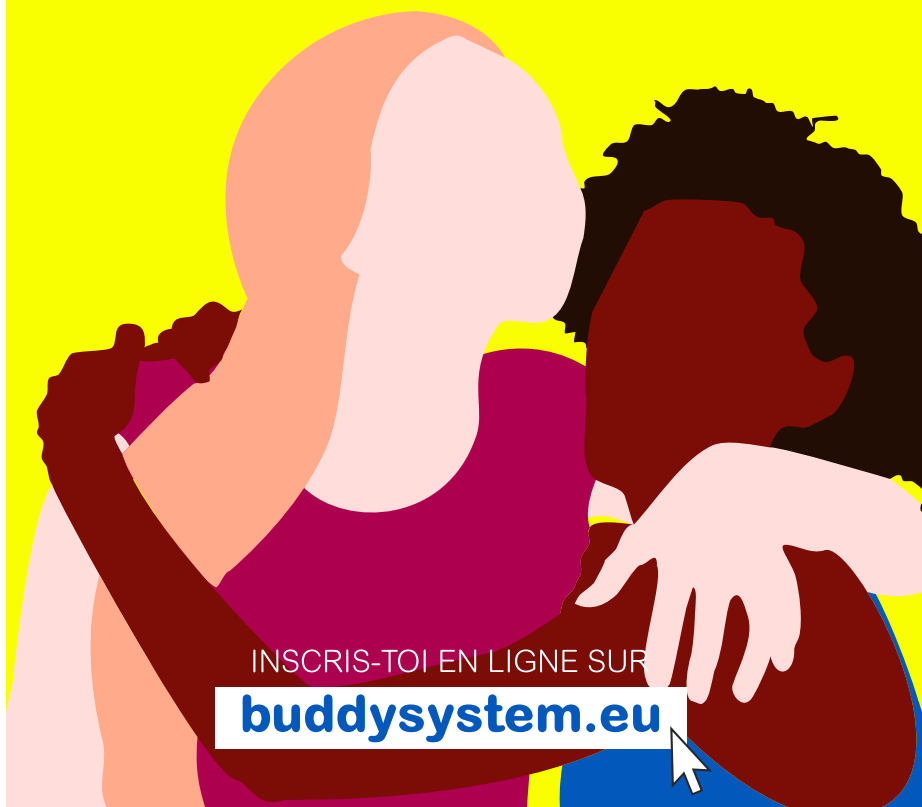
Ce projet étudiant, qui répondait au départ à un besoin d'uniformisation des pratiques d'accueil, est rapidement devenu un projet national soutenu par *Campus France* et la *CPU*, pour finalement s'élever au rang de projet européen après avoir bénéficié, en 2017, du financement *ERASMUS+*. Aujourd'hui, il évolue vers une plus grande implication des campus et établissements, pour atteindre cet objectif d'accueil et d'inclusion des étudiants internationaux.

Grâce au financement *ERASMUS+*, la plateforme a été intégralement refondue, pour être désormais adaptée aussi bien aux associations du réseau *ESN* qu'aux établissements d'enseignement supérieur. Depuis son exis-

Lucie a rencontré **Kiirsi** qui vient de Finlande en s'inscrivant sur la plateforme **Buddy System**.

Elle l'aide à **prendre ses marques** sur son nouveau campus. Lucie a pu découvrir la **culture** finlandaise grâce à Kiirsi !

COMME LUCIE, DEVIENS MENTOR !



INSCRIS-TOI EN LIGNE SUR

buddysystem.eu

tence, le *Buddy System* comptabilise, en France, 45 000 inscriptions d'étudiants (de plus de 145 nationalités), et 20 000 "matchings" dans pas moins de 30 villes françaises.

"Bienvenue en France"

Le texte est clair : « À l'heure où un nouveau label "Bienvenue en France" vient récompenser les efforts faits par les établissements d'enseignement supérieur pour améliorer l'accueil des étudiants internationaux, le Buddy System, qui répond en partie à la stratégie ministérielle, apparaît comme un dispositif prometteur pour les établissements désireux d'optimiser leurs actions pour l'intégration des étudiants internationaux. »

En avril 2019, le Ministère de l'Enseignement Supérieur lance l'appel à projets "Bienvenue en France", un label dont l'obtention offre aux universités et écoles l'opportunité de rayonner sur le territoire français et de devenir plus attractives pour les étudiants. Suite à ce dernier, *ESN France* a décidé de collaborer avec les universités et écoles dans le but de les aider à développer l'axe thématique "parrainage par les pairs", en travaillant de concert avec eux sur des actions permettant de favoriser l'accueil des étudiants internationaux via la prise en main du *Buddy System* et la mise en place d'une collaboration avec une initiative étudiante.

Des outils intuitifs et interactifs

Cette collaboration s'effectue de plusieurs manières. Un plan de communication, mis à disposition, permet aux établissements de bénéficier de tous les outils et informations nécessaires pour établir une bonne stratégie de communication vis-à-vis de leurs étudiants. Les étudiants bénéficient pour leur part d'un accès à des outils simples d'utilisation, pour ainsi optimiser leur compréhension de la plateforme. Enfin, un guide général a été créé qui comprend toutes les informations essentielles avec, entre autres, des notions sur l'interculturalité ou en-

Mentor



Mentee

core les diverses étapes à suivre lors des démarches administratives.

ESN France mobilisé face à la crise

En favorisant l'accès à ces outils, *ESN France* permet aux établissements ainsi qu'aux étudiants locaux de bénéficier de toute l'aide nécessaire pour l'accueil et l'intégration des étudiants internationaux. C'est donc naturellement que l'association a cherché les moyens de poursuivre son action malgré la fermeture des établissements et le confinement en place. Pour ce faire, un appel a été lancé aux associations utilisant le *Buddy System* afin de continuer à mettre en relation des étudiants confinés, et ainsi briser l'isolement dans lequel ils pourraient se trouver.

ESN France continue aussi à aider autant que possible les étudiants, indépendamment du *Buddy System*. À l'initiative de l'association locale *ESN Lyon*, un *Discord* a été créé il y a maintenant 10 jours. Cette plateforme permet d'organiser des cafés des langues, des échanges autour de la mobilité internationale, des activités sportives ou encore des moments de partage en ligne. Elle s'est rapidement développée au niveau national grâce à la

ESN France, ce sont plus de 1500 bénévoles qui accueillent chaque année près de 20 000 étudiants et jeunes internationaux et participent à la sensibilisation de divers publics aux possibilités de mobilités internationales. Le réseau national français est composé de 36 associations locales qui organisent, tout au long de l'année, de nombreuses actions pour ces jeunes, en lien avec d'autres acteurs locaux. ■

collaboration d'autres associations du réseau *ESN France*, permettant de créer du lien entre étudiants français (en France ou actuellement bloqués à l'étranger) et étudiants internationaux ; que ces derniers se trouvent toujours en France ou qu'ils soient retournés chez eux.

À l'issue de cette crise sanitaire mondiale, *ESN France*, ainsi que les partenaires associés du *Buddy System*, resteront mobilisés pour que l'intégration et le suivi des étudiants internationaux restent pérennes, notamment avec une continuité des échanges entre les parties. ■

Info+

Buddy system : <https://buddysystem.eu>

Les Crous : pendant la crise, **des personnels mobilisés**

Par Virginie Catherine, Présidente de l'Association des directeurs de Crous

Pendant la période de confinement, malgré une activité réduite (fermeture de structures d'accueil), pour faire face au Covid-19, la mobilisation des personnels du Crous se poursuit et s'est réorganisée dans des délais très courts, pour assurer les missions de service public à l'étudiant. Ceci avec un double objectif : assurer la sécurité et l'accompagnement de tous, avec une attention particulière pour ceux logés en résidences universitaires ; et protéger les personnels.



Pour assurer la continuité des services, l'organisation a été profondément modifiée, avec notamment des modalités inédites d'intervention, comme le recours au télétravail pour de nombreux personnels assurant les missions administratives (afin de payer les factures des fournisseurs, avec une attention particulière aux PME, verser les salaires des personnels...) La totalité des bourses a été payée de façon anticipée dans l'ensemble des Crous, et les personnels poursuivent le traitement des dossiers sociaux étudiants pour la prochaine rentrée.

Résidences universitaires sécurisées

Les personnels assurent l'hygiène, la sécurité, la veille, la maintenance des résidences universitaires ; cette organisation se fait de façon souple, avec interventions allégées, aménagements de service, roulements, volontariat de la part des équipes de restaura-

tion, voire des services centraux, qui viennent en renfort. Des protocoles adaptés de sécurisation, pour les étudiants et les personnels, ont été mis en place. Des affiches de prévention, pour promouvoir les bons gestes face à l'épidémie et indiquer tous les dispositifs, ont été relayées sur les réseaux sociaux.

Partout, les accueils des résidences restent actifs, par voie dématérialisée ; les échanges par téléphone, emails, site internet et réseaux sociaux permettent de garder un lien quotidien, de proximité, avec les étudiants. Des numéros d'astreinte sont accessibles jour et nuit. Les étudiants ayant quitté provisoirement leur résidence ne paieront pas le loyer du mois d'avril, même s'ils ont laissé des affaires dans leur logement. Enfin, toutes les informations utiles aux étudiants sont relayées sur les sites internet, les adresses mails dédiées, les numéros de téléphones dédiés, les réseaux sociaux.

Cellules d'écoute

Les services sociaux se sont eux aussi organisés partout en conséquence. Saisis par mail, la totalité des travailleurs sociaux des Crous et des Universités se mobilisent afin de rappeler l'étudiant, et d'organiser des entretiens par téléphone, par skype ou tout autre moyen. En parallèle, des cellules d'écoute ont été généralisées, via des psychologues recrutés dans les Crous, des services de médecine préventive des Universités, ou encore Apsyttude. Accessibles à l'ensemble des étudiants, comme au Crous Normandie ou de Paris, ils s'enrichissent d'interventions comme celles de psychologues en « facebooklive » (Aix-Marseille). Le Bureau d'aide psychologique universitaire (BAPU) Luxembourg vient par ailleurs en aide aux étudiants franciliens, avec une mobilisation particulière pour ceux logés dans les résidences des Crous de Paris, Créteil et Versailles. Le BAPU de Clermont-Ferrand intervient également par téléphone et par skype.

Services de médecine préventive

Les Universités ont également très rapidement mobilisé leurs services de médecine préventive, facilitant l'accès à distance pour l'ensemble des étudiants. Une particularité à noter : la mise à disposition des médecins des services de médecine préventive à destination des étudiants logés en résidences universitaires.

Des protocoles ont été réalisés partout, qui permettent de mener des actions de prévention - par exemple à Caen, en Lorraine, en Savoie, où les médecins se sont déplacés dans les résidences pour sensibiliser les étudiants.

Plusieurs *Crous* ont pris l'initiative de livrer des repas aux étudiants en situation de handicap, de déficit immunitaire ou malades, comme c'est le cas à Clermont-Ferrand, en lien avec le SSU. En Lorraine, sur prescription médicale, le *Crous* n'hésite pas à déplacer les étudiants dans des logements plus adaptés.

Une vigilance accrue

Des personnels restent physiquement présents dans les résidences, en respectant les protocoles de sécurité. Les personnels logés sont particulièrement sollicités sur les permanences téléphoniques. Les équipes de veilles jouent un rôle important. Dans certains *Crous*, des équipes de « veilleurs virtuels » ont été constituées, afin de rester attentifs aux échanges sur les réseaux sociaux, inquiétudes ou questions diverses.

D'autres dispositifs ont été mis en place, avec suivi individualisé des étudiants en situation de handicap, ou présentant des fragilités. Et, dans certains *Crous* (Normandie, Grenoble-Alpes, Nice-Toulon), des dispositifs de « tuteurs appelants », grâce au volontariat de personnels en restauration et des services centraux. En Bretagne, le recrutement d'étudiants référents responsables d'étage ou de bâtiment est en cours. Ils veilleront à maintenir du lien et à assurer la continuité d'une vie collective respectueuse de chacun.

Dépannage alimentaire

Au niveau alimentaire, toutes sortes d'initiatives ont été prises : distributeurs à pizzas ((Poitiers), distributions de denrées, achat massif de riz (Montpellier)... Suite à l'obligation de fermeture des restaurants universitaires et des points de vente à emporter, l'ensemble des *Crous* a procédé à des dons de denrées périssables dans un délai record. Ces dons, motivés par la mission sociale de restauration et par respect envers l'engagement de lutte contre le gaspillage alimentaire, ont bénéficié à divers associations et organismes caritatifs, aux épiceries



sociales étudiantes et foyers de personnes démunies. En sens inverse, en fonction du contexte, et dans le cadre de partenariats, des associations remettent des denrées aux *Crous* pour distribution à leurs étudiants (Montpellier, Le Havre, Aix-Marseille, Grenoble, Lorraine...)

Des actions innovantes se sont rapidement mises en place, notamment par système de e-cartes d'achats permettant à l'étudiant en difficulté d'aller faire ses courses. Des *Crous* assurent la confection de paniers comprenant également des produits d'hygiène, grâce à la mobilisation des équipes de restauration volontaires. La CVEC est mobilisée au *Crous de Poitiers* pour soutenir une association de résidents qui achète et distribue des produits de première nécessité.

Solidarité, animation...

Adresses d'entraide entre résidents, comme c'est le cas en Lorraine, création de groupes de résidents, affiches « soyons solidaires » dans les couloirs ainsi que sur les portes.... A Strasbourg comme à Poitiers, les dispositifs des étudiants « tuteurs » « relais-cités » ou « relais-campus » s'expriment pleinement.

Très vite, les *Crous* ont aussi mobilisé

les réseaux d'animateurs et personnels dédiés à la culture et à l'animation afin de mettre en place toutes sortes de dispositifs pour garder le lien avec les étudiants : pages Facebook ou internet ; un coach sportif avec page dédiée en Normandie, à Nice, à Poitiers ou à Grenoble ; à Amiens, l'atelier arts plastiques est passé en mode virtuel. Des séances de sophrologie sont organisées, des ateliers de cuisine également. Au *Crous Bourgogne-Franche-Comté*, le groupe « Stay at Crous » propose toutes sortes d'événements... Le *Crous Bordeaux Aquitaine* diffuse trois fois par semaine une newsletter. A Poitiers, un « journal du confinement » est élaboré... Au *Crous de Paris* ou à Aix-Marseille, on trouve des ateliers à distance de yoga adapté aux petits espaces, de théâtre, de musique, de cuisine.... Les partages réguliers entre *Crous* permettent de mutualiser ces expériences et d'enrichir les boîtes à idées, recensées également par le CNOUS.

Du matériel a également été mis à disposition dans des structures hospitalières ou des EHPAD. A Vannes, le *Crous* a fait un don de denrées alimentaires au groupe hospitalier local. Le *Crous de Strasbourg* a fait don aux hôpitaux de tout son stock d'équipement de protections jetables. Certains *Crous* ont pu, en fonction de la configuration de leurs bâtiments, mettre à disposition des logements pour les personnels soignants, comme en Île-de-France ou à Montpellier.

Continuité pédagogique

Enfin, l'ensemble des *Crous* sont très soucieux de la continuité pédagogique rapidement déployée par l'ensemble des établissements d'enseignement supérieurs : les étudiants logés ont tous une connexion internet à très haut débit, les *Crous* y sont très attentifs. Aussi, en cette période tourmentée, ils ont à cœur d'agir en synergie au niveau territorial, et de relayer l'ensemble des informations et dispositifs mis en place par l'ensemble des acteurs locaux. ■



Fage : Ouverture d'une **deuxième AGORAé à Paris**

En ce début d'année 2020 devait être inaugurée par l'AGEP et la FAGE la deuxième AGORAé parisienne, dans le 18ème arrondissement, sur le site de l'Université de la Sorbonne situé Porte de Clignancourt. Elle aurait été la 24ème AGORAé ouvertes en France, à l'initiative de la FAGE et de ses partenaires, pour lutter contre la précarité – phénomène que l'on sait persistant chez les populations jeunes et étudiantes. Mais ce n'est que partie remise !

Lancées en 2011, les AGORAé sont des épiceries sociales et solidaires gérées par des étudiants. Leur vocation ? Répondre aux constats de précarité, relevés ces dernières années au travers de nombreuses enquêtes : 1,69€ par jour pour la nourriture, l'habillement et les loisirs (étude évaluative de la FAGE, 2016) ; 2000€ dépensés en plus dépensés chaque année universitaire par les étudiants parisiens par rapport à ceux du reste du territoire (enquête de l'Association générale des étudiants de Paris - AGEP sur le coût de la rentrée 2017)...

Utile à Paris

Mettre en place une épicerie solidaire, c'est réduire le poids du budget alimentaire chez les étudiants, les aider à reconnecter avec une vie sociale souvent entravée et limitée par leurs contraintes budgétaires. Ainsi, pour répon-

dre à un afflux croissant de bénéficiaires dans le premier espace, installé dans le quartier universitaire de la ZAC Rive Gauche, l'AGEP a dû développer, en partenariat avec le CROUS et la Mairie de Paris, un deuxième site.

Constituée d'un espace d'épicerie (avec des produits à -90% des prix du marché pour les étudiants de l'Académie de Paris en situation de précarité) et d'un lieu de vie ouvert à tous, orienté sur l'animation de thématiques liées au développement durable, l'AGORAé est un espace où les étudiants sont écoutés et accompagnés, et où ils peuvent passer un moment chaleureux, dans une vision de mixité sociale. Engagement et découverte de l'autre y sont les maîtres-mots, les initiateurs du projet souhaitant intégrer au maximum les bénéficiaires dans le fonctionnement de l'épicerie.

Une nutrition de qualité

L'AGEP a aussi cherché à développer son offre d'approvisionnement, en favorisant l'accès à des produits frais afin de promouvoir une alimentation saine et équilibrée, tout en conservant comme fil rouge le développement durable. Grâce à ces différents moyens d'actions et d'approvisionnement, plus de 500 kg de fruits et de légumes, 150 kg de viande/poisson et 150 kg de produits laitiers ont été distribués l'an dernier.

Lors du premier semestre 2017, 33 bénéficiaires furent ainsi concernés par l'épicerie solidaire de l'AGORAé, nombre qui a doublé à la rentrée universitaire suivante. Lors de l'analyse des dossiers de demande, l'association a réalisé que plus de 50% des bénéficiaires sautaient au moins quatre repas par semaine, uniquement pour des raisons financières...

L'AGEP membre du Conseil Économique, Social et Environnemental de la Région Ile-de-France, est membre de la Fédération des Associations Générales Étudiantes, la FAGE, organisation nationale représentative des étudiants. ■



Quel est l'impact du Covid-19 **sur les résidences pour étudiants ?**

Depuis le début de la crise, l'AIREs organise des visios régulières avec les résidences services à caractère étudiant et résidences universitaires (au sens des articles L. 442-8-1, L. 631-12 et L. 631-13 du Code de la construction et de l'habitation), pour faire le point sur la situation. L'article que nous publions est extrait d'une des notes que l'AIREs a adressée aux pouvoirs publics afin que des mesures exceptionnelles soient prises rapidement.

Depuis l'arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus Covid-19, tous les établissements d'enseignement supérieur, publics comme privés, université, écoles, IUT, lycées accueillant des BTS, etc. ont fermé leurs locaux et interdit l'accès aux campus et lieux de formation. La veille, le 13 mars 2020, Mme Frédérique Vidal Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation a demandé aux étudiants hébergés en résidences universitaires de regagner le domicile de leur famille tout en précisant que ces dernières demeureront ouvertes, afin d'accueillir les élèves et étudiants, notamment internationaux, qui ne seraient pas en mesure de le faire. Si Mme Vidal cherchait à s'adresser principalement aux étudiants logés dans les CROUS et aux élèves hébergés en internats, en employant l'expression « résidences universitaires », elle a donné un signe à tous les étudiants habitant dans l'ensemble du parc des

résidences dédiées pour étudiants, qu'elles soient en secteur conventionné ou privé.

Les locataires des résidences dédiées pour étudiants ont élu domicile en signant un bail locatif leur permettant de bénéficier des aides au logement. En ce sens, ces logements sont leur logement principal au regard de la réglementation, et aucun élément lié au confinement ne permet de justifier un appel à quitter ces logements de la part des pouvoirs publics.

Enfin, il existe également un autre public qui n'a pas élu domicile car il est hébergé dans le cadre du dispositif expérimental autorisant le court séjour dans les résidences universitaires (article 123 IV de la Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017).

Or la situation exceptionnelle liée au Covid-19 (fermeture des établissements et appel à rejoindre les familles) a

entraîné un départ soudain et massif des locataires : départ et annulation des étudiants internationaux, abandon de logement sans état des lieux ni remise de clés, départ sans préavis, départ provisoire dans l'attente des annonces gouvernementales sur la réouverture des établissements d'enseignement supérieur, locataires présents, etc.

Cette crise du Covid-19 impacte la mobilité internationale des étudiants. Les résidences ont connu dès le mois de janvier des troubles d'occupation du fait de l'annulation des séjours d'étudiants internationaux. Ce phénomène s'est amplifié avec la fermeture des frontières et le refus de délivrance de visas.

A date, de très nombreuses résidences pour étudiants, tous secteurs confondus, accusent donc un taux de vacance locative anormalement supérieur à celui sur la base duquel elles ont bâti leurs modèles économiques.

Il est par ailleurs à craindre que la vacance locative observée depuis l'annonce de la fermeture des universités dépasse de loin la durée du confinement. Certaines écoles ont en effet d'ores et déjà annoncé leur fermeture jusqu'à la rentrée 2020/2021.

Les gestionnaires vont devoir assumer un taux d'impayés beaucoup plus important qu'en temps normal. De nombreux résidents vont en effet essayer de profiter de la situation pour se soustraire à leur obligations, d'autres voudront ne pas payer cette période et conserver leur logement au moins jusqu'à la fin de nouvelle période de trêve hivernale.

La résiliation anticipée des baux d'habitation conclus par les étudiants et l'annulation des séjours à venir obérerait donc nécessairement l'équilibre économique de la gestion des logements étudiants au détriment des gestionnaires et de la survie de leur exploitation.

Si les étudiants bénéficient de la garantie VISALE pour leurs loyers impayés et si les propriétaires bailleurs ont la possibilité de bénéficier d'un report automatique des échéances de leur emprunt, sans modulation du paiement des loyers propriétaires, les gestionnaires risquent de se retrouver dans une situation économique inextricable remettant en cause la pérennité d'un parc de près de 200.000 logements dédiés aux étudiants.

L'AIREs considère qu'il est impératif que le Gouvernement garantisse aux gestionnaires la possibilité de moduler le paiement des loyers aux propriétaires bailleurs proportionnellement au taux d'occupation réel de chacune des résidences et des charges fixes incompressibles qu'ils sont tenus d'assumer jusqu'à la réouverture des établissements d'enseignement supérieur et le retour à la libre circulation des étudiants internationaux. ■



Association interprofessionnelle des
Résidences Étudiants et Services



L'Association Interprofessionnelle des Résidences Étudiants et Services (AIREs) est l'association professionnelle des opérateurs et gestionnaires de Résidences services pour étudiants. L'AIREs est née en 1994 et regroupe les principaux acteurs de la profession. Elle réunit les promoteurs, constructeurs, gestionnaires et exploitants de résidences étudiants avec services, informe les pouvoirs publics nationaux et locaux ainsi que tous les milieux socio-économiques sur l'ensemble des aspects professionnels, sociaux et économiques de cette activité.

L'originalité de ce secteur repose sur des offres d'habitat en secteur conventionné et/ou d'un habitat en secteur libre, gérées par des associations à but non lucratif ou des sociétés commerciales.

Le Bureau de l'Association est composé de :

- Président : M. Philippe NICOLET (Groupe Réside Etudes) ;
- Vice-Président : M. François-Xavier SCHWEITZER (Nexity) ;
- Secrétaire Général : Mme Anne GOBIN (ARPEJ) ;
- Secrétaire Général adjoint : M. Jean CAUET (Fac-Habitat) ;
- Trésorier : M. Benjamin BRULEBOIS (BNP Paribas Immobilier) ;
- Délégué général : M. Philippe CAMPINCHI.

www.aires.fr

Contact : Philippe CAMPINCHI 0684606274 contact@aires.fr



Universités & Territoires

Universités & Territoires ISSN 2263-8431 - SARL Edition de revue et périodiques (5814Z) au capital de 1000 Euros immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 843 009 267 00017 **Directeur de la publication** : Philippe CAMPINCHI **Directeur de la rédaction** : Nicolas DELESQUE **Comité éditorial** : Nicolas DELESQUE, Philippe CAMPINCHI, François PERRIN, Jérôme STURLA (Afev), Pierre Yves OLLIVIER, Zoé CHALOUIN (Fnau), François RIO (Avuf), Angélique Manéra (ESN) et Justine Crabouillet (SMERRA) **Crédits photos et iconographies** : Atelier Villemard associé, Thierry Beaucap, Partenaires, DR, Adobe Stock **Création graphique**: Crouitch Conception **Tarifs d'abonnements** : Individuel : 100 euros HT Institutionnel : 500 euros HT **Parties prenantes** : Convention particulière **Universités & Territoires** : 19 rue Leconte de Lisle 75016 Paris - Tél : 0684606274 E-mail : redaction@universites-territoires.fr



Kaps

Kolocations A Projets Solidaires :

DES ORGANISATEURS SOCIAUX
DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES

ÉVALUATION NATIONALE
SOUTENUE PAR LA **FONDATION MACIF**
ET RÉALISÉE PAR **JOËLLE BORDET**



Éditos

Depuis leur première année d'expérimentation, les Kaps [Kolocations À Projets Solidaires] ont fait l'objet de plusieurs évaluations mais aucune n'avait la portée de celle réalisée par Joëlle Bordet et son équipe pendant 3 ans, en mode immersif.

Son regard d'experte sur le fait urbain et sur la jeunesse des quartiers a montré en quoi les Kaps participent à renouveler à la fois l'éducation populaire et la politique de la ville, constituant de véritables "organismes sociaux dans les quartiers prioritaires".

Les leçons tirées de cette évaluation doivent permettre aujourd'hui à l'Afev de regarder vers le futur au moment où les Kaps, projet lauréat de "Tremplin Asso" du CGET, sont en dynamique de fort développement.



**EUNICE
MANGADO-
LUNETTA**

DIRECTRICE DES
PROGRAMMES AFEV

Les Kaps constituent une nouvelle façon d'habiter pour un public jeune qui lie l'expérience d'un projet collectif et le développement du lien social. C'est pourquoi la Fondation Macif a souhaité contribuer au financement de l'évaluation de ce programme. Nous sommes heureux d'avoir ainsi accompagné l'Afev dans l'amélioration de son dispositif et l'obtention d'une reconnaissance institutionnelle méritée qui devrait lui permettre d'essayer à plus grande échelle ce beau projet.



**MARCELA
SCARON**

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE
DE LA FONDATION
MACIF

Les Kaps ?

Les Kolocations À Projets Solidaires de l'Afev, permettent à des jeunes d'habiter en colocation dans les quartiers prioritaires de la ville, et de s'engager quotidiennement dans la création de lien social et la lutte contre les inégalités. En développant de nombreuses **actions solidaires** dans leur quartier, les kapseurs (colocataires solidaires) sont porteurs d'une dynamique collective forte pour les territoires.

UNE ÉTUDE RÉALISÉE PAR JOËLLE BORDET

Joëlle Bordet, chercheuse et psychosociologue, a mené l'évaluation des Kaps de 2015 à 2017. Forte d'une expérience de près de trente ans au sein du CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment), ses nombreux travaux réalisés se tournent majoritairement vers l'éducation des jeunes dans les quartiers populaires.



L'objectif de l'évaluation visait à comprendre ce que les Kaps produisaient comme dynamiques de changement pour les jeunes kapseurs (colocataires solidaires) eux-mêmes, pour les habitants, et pour les partenaires institutionnels. Afin d'atteindre ces objectifs, six sites d'analyse sur trois ans ont été choisis par les responsables de l'Afev : Poitiers, Rennes, Nantes, Toulouse, Grenoble et Lyon/Villeurbanne.

Les chercheurs ont réalisé sur chaque site des entretiens semi-directifs des kapseurs, des habitants du voisinage impliqués dans les projets, des professionnels actifs du quartier, et des responsables institutionnels et politiques, parties prenantes de la mise en œuvre de ces colocations étudiantes.

Giuseppe Carollo, chercheur du CSTB, a mené un travail d'observation participante avec les kapseurs qui a permis d'enrichir les analyses menées. Les chercheurs ont notamment travaillé avec les kapseurs sur des cartes des territoires étudiés, en indiquant leurs usages des espaces à l'échelle du quartier et de la ville.

Synthèse et propositions

PAR JOËLLE BORDET

L'expérience de l'habitat en milieu populaire urbain pour les "kapseurs"

L'évaluation a montré que la vie dans les colocations étudiantes en milieu urbain, structurées par l'accompagnement de l'Afev, constitue pour les jeunes "kapseurs" une expérience personnelle d'autonomie et un cadre d'émancipation, a fortiori dans la mesure où la plupart des colocataires solidaires viennent de quitter le domicile familial.

Le statut de kapseur leur confère la légitimité de s'ouvrir autrement à ce qui les entoure et de s'impliquer dans la vie sociale du quartier. Pour beaucoup, cette expérience leur permet de découvrir de façon autonome ce que signifie "habiter" un quartier populaire, dans le sens où ils créent un rapport privilégié à leur environnement.

Le programme Kaps entre ainsi dans une démarche d'éducation populaire, inhérent au projet général de l'Afev, et contribue à ce que les jeunes deviennent des habitants impliqués

dans leur environnement social. L'accompagnement pédagogique des kapseurs par l'Afev est primordial afin qu'ils s'approprient la vie de quartier, se considèrent comme habitants et vivent pleinement cette expérience.

L'évaluation a montré de façon approfondie les différences d'expérience pour les jeunes entre l'habitat en milieu diffus ou en résidence.

L'expérience en milieu diffus, soit la répartition des appartements dans différents immeubles d'un ou plusieurs quartiers prioritaires, donne l'opportunité aux kapseurs de se vivre et d'être vus comme "voisins" au sens

de la proximité. Elle permet également de développer des rapports singuliers avec le voisinage ainsi que des actions instituant au profit de cette collectivité de proximité.

L'habitat en résidence, soit le regroupement des colocations dans un seul et même immeuble de logement social ou d'une résidence CROUS, permet une expérience de vie collective importante et de tisser des liens plus institués avec les partenaires du quartier. Ce modèle se met cependant en œuvre plus à distance du voisinage immédiat.

Pour anticiper et faire des choix stratégiques, il est important de prendre en compte ces différences structurelles des Kaps pour définir le projet pédagogique et l'accompagnement les plus adéquats.

Alors qu'aujourd'hui le développement de l'habitat étudiant s'intensifie, **L'Afev peut envisager de proposer la création de résidences étudiantes en intégrant les valeurs d'usage et d'appropriation en lien avec son projet pédagogique.**



Les Kaps favorisent les transitions entre la ville, l'université et le quartier et contribuent ainsi au désenclavement des quartiers populaires.

JOËLLE BORDET



Synthèse et propositions

Les colocations étudiantes solidaires : un habitat transitionnel entre la ville, le quartier et l'université

P ris entre une approche idéologique de l'engagement, portée en particulier par l'Afev et certains partenaires comme les responsables municipaux, et une approche d'utilité fonctionnaliste portée en particulier par les bailleurs sociaux et par certains professionnels socio-éducatifs, les Kaps ne sont pas assez lus comme des espaces transitionnels entre la ville dans sa centralité urbaine, le quartier et l'université.

Pourtant, l'analyse des cartes d'usage réalisées auprès des kapseurs et les entretiens montre cette dynamique de transitionnalité. Les jeunes sont moins des habitants des quartiers populaires qu'en situation transitoire d'habitat, dans la mesure où la plupart d'entre eux sont étudiants. Leur vie s'inscrit dans ces transitions entre leur lieu d'habitat, le quartier, le centre-ville, et l'université.

Selon les sites, ces modes de transitionnalité sont très différents mais dans toutes les situations, ces étudiants favorisent les transitions et contribuent au désenclavement des quartiers populaires, à l'ouverture de l'université sur l'espace urbain et à la transformation des ségrégations. Dans cette perspective, les Kaps sont des acteurs de la mixité sociale.

Portées de façon volontaire par l'Afev, dans une dynamique militante et idéologique, les Kaps ne sont pas suffisamment reconnues dans leur utilité sociale pour une co-responsabilité de la maîtrise d'ouvrage. Quant à la tentation d'instrumentaliser les Kaps pour pallier des vacances de logement ou requalifier des quartiers confrontés au deal et à l'illégalité, l'évaluation montre que ces "effets d'aubaine" peuvent être contre-productifs et créer des difficultés aux étudiants et à l'Afev.

Pour les partenaires des Kaps, dépasser de telles approches suppose une autre reconnaissance des Kaps et le développement d'une responsabilité commune dans des partenariats de maîtrise d'ouvrage partagée.

L'Afev doit se positionner en interlocuteur de ces maîtrises d'ouvrage pour construire le développement stratégique des Kaps.



La dynamique d'immersion des kapseurs, leur façon de se faire reconnaître, les activités et les moments d'accueil qu'ils mettent en place font d'eux des acteurs du lien social à l'échelle du quartier.

JOËLLE BORDET





L'engagement dans la vie sociale des quartiers populaires : un axe central des Kaps et du projet politique de l'Afev

Les Kaps constituent des organisateurs sociaux à l'échelle du quartier assurant plusieurs fonctions : l'habitat des jeunes, le soutien au lien social et à la dynamique collective de la vie des quartiers populaires, la création de liens entre l'université et le territoire.

Le regard des habitants sur les kapseurs est positif : ils savent que les kapseurs ne sont là que temporairement mais les perçoivent comme des éléments familiers de la vie du quartier. Ils contribuent ainsi à la tranquillité du quartier comme facteur de "réassurance collective" et à l'instauration d'un climat de confiance qui favorise l'équilibre des quartiers.

Les kapseurs développent principalement des démarches de rencontre, des activités et des moments d'accueil des habitants. Leur dynamique d'immersion, leur façon de se faire reconnaître, les activités proposées, constituent une véritable valeur ajoutée à l'échelle du quartier et font d'eux des **acteurs du lien social**.

Le programme Kaps et son développement sont au cœur du projet politique et idéologique de l'Afev. L'évaluation montre tout l'intérêt de leur mise en œuvre, selon les sites, par les kapseurs et les professionnels de l'Afev. Rendre visible ces activités au sein des instances de

coopération locales, constitue un axe de travail important. La référence à un projet pédagogique défini en interne et en externe de l'Afev pourrait aider à rendre plus lisibles ces engagements et favoriserait leur continuité.

Pour analyser ces dynamiques locales, nous avons différencié les dynamiques instituées et les dynamiques instituanes.

Les dynamiques instituées supposent de fortes relations avec les professionnels et les institutions locales et ouvrent des possibilités d'implication facilement lisibles par les kapseurs.

Les dynamiques instituanes au quotidien, particulièrement dans le voisinage, sont moins facilement lisibles et reconnues en termes d'engagement. Pourtant, leur richesse et leur intérêt pour les jeunes kapseurs et les habitants ont été confirmés. Il est important de les analyser pour en rendre compte au-delà de la recherche d'un équilibre social local.

Ces analyses en lien direct avec les kapseurs et les acteurs de proximité, en particulier les jeunes en Service Civique, peuvent contribuer à renforcer la culture partagée de l'Afev.

La réflexion à l'échelle globale des territoires, mettant en lien les différentes formes de présence de l'Afev, qu'il s'agisse de l'accompagnement scolaire dans les familles ou des actions des kapseurs, peut aider à mieux faire reconnaître **l'Afev comme partenaire du développement local à la charnière de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage.**

Ces expériences et ces analyses constituent un acquis important au niveau local et au niveau national, à la fois du bénévolat, du militantisme et du volontariat. Ces trois catégories fortement à l'œuvre dans l'évolution des politiques sociales et éducatives en France supposent d'être précisées. **L'expérience et la pensée politique et militante de l'Afev peuvent beaucoup y contribuer et aider à renouveler la notion d'éducation populaire.**



Les apports de cette évaluation pour l'Afev

LES KAPS SONT UN OBJET HYBRIDE, RELEVANT À LA FOIS DE L'ÉDUCATION POPULAIRE — COMME LE SOULIGNE JOËLLE BORDET — MAIS AUSSI DE LA POLITIQUE DE LA VILLE INSCRITE DANS L'ADN DE L'AFEV.

L'UN DES TRAITS LES PLUS INNOVANTS DES KAPS EST **LEUR CAPACITÉ À REQUALIFIER LES QUARTIERS EN Y ATTIRANT DES ÉTUDIANTS DE PROFILS SOCIAUX DIVERSIFIÉS** QUI DEVIENNENT DES "HABITANTS ENGAGÉS" QUAND LA MAJORITÉ DES PROJETS D'OUVERTURE SOCIALE MENÉS AUPRÈS DES PUBLICS PRIORITAIRES TENDENT, À L'INVERSE, À FAIRE PARTIR LES ÉLÉMENTS DITS "À FORT POTENTIEL" DES QUARTIERS. VOICI QUELQUES ENSEIGNEMENTS QUE NOUS RETIRONS PARTICULIÈREMENT DE LA RICHE ÉVALUATION MENÉE PAR JOËLLE BORDET.

L'accompagnement pédagogique des kapseurs

De l'accompagnement pédagogique prodigué va en partie dépendre la qualité de l'expérience que vont vivre les kapseurs. L'accompagnement mis en œuvre localement par les salariés de l'Afev et des jeunes en Service Civique doit encore être harmonisé nationalement. **Il faut accompagner les kapseurs tout en leur permettant de prendre une place plus active dans le programme.** Cela se fait déjà localement pour les kapseurs chevronnés qui se mobilisent par exemple sur l'accueil, la formation des nouveaux arrivants, la découverte du quartier.

Autre axe que l'Afev souhaite renforcer : **la mutualisation, l'échange des outils et des expériences.** L'association a créé un site ressources, la "Kapsothèque", permettant aux colocataires d'échanger des fiches projets pour composer une base de données collaborative. La question de la capitalisation se pose. Quelle mémoire/cohérence pour les actions des kapseurs sur les territoires ? C'est avant tout le rôle des salariés que d'assurer la nécessaire continuité du projet et de porter la mémoire des actions réalisées pour les kapseurs qui prennent la relève.

L'émergence de Kaps dites "thématiques" comme les "Kaps éduc" à Paris ou certaines "Kaps développement durable", permet aux colocataires de choisir les champs qui les intéressent tout en gardant des espaces de créativité en termes de projets. Cette thématisation simplifie la capitalisation et rend plus lisible l'intervention. Autre fil rouge d'intervention entre kapseurs : **le mentorat d'un enfant ou jeune de leur quartier qui permet un ancrage territorial fort.**

L'accompagnement des kapseurs en tant qu'habitants

Avec la colocation solidaire, les kapseurs découvrent un nouveau mode d'habiter. À travers cette expérience, ils vivent un temps initiatique socialisant qui s'inscrit souvent dans une trajectoire résidentielle favorisant la décohabitation du milieu familial et l'accès à l'autonomie en matière de logement.

Le vivre-ensemble au sein de la colocation favorise donc l'acquisition de savoirs-être inhérents à la vie collective. Ceci implique que le travail d'ingénierie sociale effectué par l'Afev intègre également la gestion et l'accompagnement des kapseurs au sein de la colocation elle-même.



Aussi, l'environnement matériel des habitations est-il déterminant. La qualité et la fonctionnalité des logements sont des critères importants de réussite du projet.

Il y a nécessité de sécuriser leurs conditions d'hébergement pour permettre une intégration optimale à la vie du quartier.

La différenciation des contextes de développement en diffus/en résidence

Une des grandes leçons de l'évaluation est qu'il n'y a pas un modèle de développement Kaps, mais deux :

- **En diffus** (appartements au sein d'un immeuble, d'un ou plusieurs quartiers prioritaires) où les actions des kapseurs se développent de façon naturellement tâtonnante/instituante ;
- **En résidence** (colocations dans un seul et même immeuble) où la gestion de la masse appelle une institution plus forte des actions proposées.

Ces deux modèles exigent que nous en réfléchissions de façon spécifique l'organisation et les enjeux. Pour les kapseurs : il s'agit de rechercher un équilibre entre l'institué — plus marqué dans les résidences —, et l'instituant — plus naturel en diffus — qui permet une plus grande proximité avec les habitants mais exige de la part du kapseur une plus forte autonomie en gestion de projet.

Pour les salariés de l'Afev, **il s'agit de faciliter les missions des kapseurs**, les instituer si besoin, les rendre lisibles par les partenaires tout en conservant des espaces de créativité propres aux dynamiques instituantes. Le travail en cours sur la thématisation va en ce sens.

Le nécessaire renforcement du co-portage institutionnel

C'est parce qu'ils sont "circulants" entre la ville, le quartier et l'université que les kapseurs contribuent au désenclavement des quartiers populaires. Le projet Kaps est donc naturellement situé à la lisière d'une diversité de partenaires et champs de compétences : **collectivité, représentants de l'état déconcentré, bailleurs du logement social public ou privé, universités, Crous, etc.**



Or, Joëlle Bordet montre que trop souvent les Kaps, qu'elle nomme "organisateurs sociaux à l'échelle du quartier", sont perçues via des prismes partenariaux circonscrits. Elle insiste sur le nécessaire diagnostic co-porté en amont et la co-responsabilité pour éviter les effets d'aubaine. De l'importance de réfléchir ensemble sur un territoire à ce que peuvent les Kaps et quelles en sont les limites.

Les kapseurs contribuent à la mixité et à la pacification du quartier. Pour autant, Joëlle Bordet montre en quoi l'instrumentalisation des Kaps, par exemple pour pallier des vacances de logement ou requalifier des quartiers trop ségrégués, a de faibles chances de se montrer efficace.

Aussi l'Afev a-t-elle besoin de se positionner en interlocuteur de ces maîtrises d'ouvrage pour construire le développement stratégique des Kaps. Pour ce faire, nous préconisons, en amont des projets, un temps de préfiguration associant l'ensemble des parties prenantes dans le cadre d'Assistances à Maîtrise d'Usage (AMU) complémentaires des missions dévolues aux Assistances à Maîtrise d'Ouvrage (AMO).



JÉRÔME STURLA

DIRECTEUR
DÉVELOPPEMENT
URBAIN AFEV

LES KAPS
EN 2020817
KAPSEURS33
VILLES69
QUARTIERS

Les Kapseurs sont des "boosters de quartier". L'installation d'étudiants engagés volontaires dans le quartier a eu d'importants bénéfices, un impact sur la vie sociale du quartier.

EMMANUEL BERTINDIRECTEUR DU PÔLE POLITIQUE DE LA VILLE,
COHÉSION TERRITORIALE ET INSERTION
DE LA VILLE DE METZ

Les Kaps, un "outil pour la reconstruction du campus" pour lutter contre l'enclavement de l'Université dans un quartier défavorisé, et éviter d'enfermer celle-ci derrière des murailles.

NICOLAS GOLOVITCHENKOSOCIOLOGUE ET VICE-PRÉSIDENT DE
L'UNIVERSITÉ JEAN-JAURÈS À TOULOUSE,
CHARGÉ DU PATRIMOINE IMMOBILIER

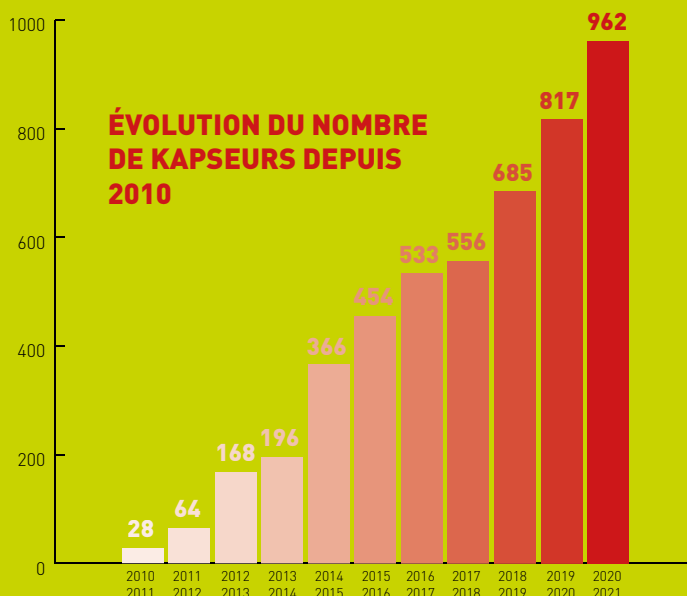
Les actions menées par les Kapseurs dans les quartiers prioritaires de la ville où ils sont implantés s'inscrivent dans des projets de territoires.

JEAN-YVES PELLEGRYCHEF DE PROJET PUBLICS SPÉCIFIQUES,
DIRECTION GESTION LOCATIVE CLIENTÈLE,
NANTES MÉTROPOLE HABITAT

Les Kaps permettent de s'engager pour le quartier, d'aller à la rencontre des habitants et de créer une dynamique grâce aux projets.

HIND TARY

KAPSEUSE À TOULOUSE

www.afev.org221 rue La Fayette - 75010 Paris
Tél. 01 40 36 01 01
pole.national@afev.org

ILS SOUTIENNENT LES KAPS

